

Assises Citoyennes des Migrations : Vers la Justice migratoire

Dans un monde en mutation, nous sommes interpellés par la montée des replis identitaires, du nationalisme et de la xénophobie, dont les principales cibles sont les migrants. Face aux politiques national-populistes qui instrumentalisent l'insécurité sociale et la perte de repères suscitées par la mondialisation, les citoyens et les organisations de la société civile doivent promouvoir un projet de société ouverte, progressiste et respectueuse des droits humains. C'est pourquoi nous appelons les citoyens, associations, chercheurs et autres acteurs de la société civile à débattre dans le cadre des « Assises citoyennes des migrations », en vue de définir des politiques alternatives, en particulier en matière d'asile et de migration.

Ce n'est pas une crise migratoire à laquelle nous faisons face, c'est une véritable crise d'humanité.

Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie au cours des deux dernières décennies aux frontières de l'Europe. Rien qu'en 2016, plus de 5.000 personnes sont mortes en mer méditerranée, record absolu alors que l'Europe était censée prendre des mesures pour stopper les morts aux frontières. Des centaines de milliers de personnes qui ont fui les conflits, les persécutions et la misère croupissent dans des camps dans des conditions innommables, en dehors de l'Europe ou en son sein, dans l'attente d'une protection internationale. Mais l'Europe n'entend pas leur offrir de perspective ; au contraire elle cherche par tous les moyens à les empêcher d'arriver. Et pourtant, paradoxalement, la mal nommée « crise des réfugiés » représente en réalité un nombre de demandeurs d'asile tout-à-fait gérable pour les Etats membres de l'UE.

Nous serions envahis, ils seraient toute la misère du monde, ils seraient une menace pour notre économie, nos emplois, notre sécurité sociale, notre identité, notre sécurité, un fléau responsable de tous les maux de notre société. Or de nombreuses études démontrent le contraire.

Les migrants en Europe sont loin d'être si nombreux : l'Europe n'accueille que 6% des réfugiés dans le monde, l'immense majorité résidant dans les pays en développement. La Belgique a en réalité accueilli en 2015 moins de demandeurs d'asile qu'en 2000 (35.476 contre 42.691), année record où il n'avait pourtant pas été question de « crise des migrants ». La Commission européenne rappelle que notre continent a besoin de 15 millions de migrants d'ici 2050 pour compenser la baisse de sa démographie et préserver son modèle économique et social.

Les migrants sont également loin de représenter « toute la misère du monde » : les personnes migrantes sont des femmes, des hommes, des enfants de toutes origines et de toutes conditions sociales, parfois hautement qualifiés. Certaines ont choisi de migrer, d'autres y ont été forcées, pour des raisons multiples. Mais contrairement à une idée fausse, les migrations ont généralement un impact positif sur les économies des pays d'accueil. Selon l'OCDE, un immigré rapporte en moyenne 3.500 EUR de rentrées fiscales annuelles au pays qui l'accueille.

Le dumping social n'est par ailleurs pas lié aux migrants eux-mêmes, mais à la course au moins-disant social engendrée par un modèle économique fondé sur la compétition de tous contre tous et dont les migrants privés de droits sont les principales victimes. La garantie des droits des migrants dans les pays d'accueil est ainsi le principal rempart contre le dumping social.

Quant à notre sécurité, il ne faut pas confondre politique migratoire et lutte contre le terrorisme. Les discours qui font l'amalgame entre migrants et terroristes islamistes ne font que nourrir le récit de l'Etat islamique, qui cherche à démontrer que les populations musulmanes ne sont pas les bienvenues dans les pays occidentaux en vue d'alimenter un conflit entre l'Occident et le monde musulman.

Enfin, notre « identité », quelle qu'elle soit, ne peut certainement pas être garantie par des mesures qui nient les valeurs fondatrices de nos démocraties occidentales et qui représentent le socle des droits humains universels. Pourtant, la peur de l'autre reste le moteur des politiques migratoires exclusivement abordées dans une logique sécuritaire, au prix de violations graves des droits humains sur lesquels repose pourtant notre système de valeurs.

Changer de logiciel et construire la justice migratoire

Face à l'impasse actuelle, nous appelons à revoir fondamentalement la vision qui oriente les politiques migratoires. Nous appelons à construire ensemble la **justice migratoire**. Dans ce but, nous proposons que les Assises soient le lieu d'une réflexion commune autour des thèmes suivants :

- 1. Lutter contre les inégalités afin que chacun puisse vivre décemment là il le souhaite :** Quelles politiques devons-nous mener prioritairement pour permettre à chacun de vivre dignement là où il est né, et s'il le souhaite, ailleurs dans le monde ? Comment articuler les luttes sociales pour que le combat pour les droits des migrants soit associé à celui en faveur de la justice sociale, fiscale ou environnementale ?
- 2. Promouvoir des voies d'accès légales et sûres en Europe et mettre fin à la violence aux frontières :** Ouvrir les frontières ? A quelles conditions ? Selon quels critères ? Ne devrait-on pas inverser la logique et faire de la liberté de circulation le véritable horizon des politiques migratoires ? Si oui, à quelles conditions ? Quelles sont les balises nécessaires pour que la libre circulation favorise le développement durable, au Nord comme au Sud ?
- 3. Instaurer l'égalité de droits pour toutes et tous et renforcer la cohésion sociale :** Une fois chez nous, toutes et tous égaux ? Quels combats pour l'égalité ? Comment offrir aux nouveaux arrivants l'occasion de faire société avec nous, sans faire des parcours d'intégration un instrument de sanction et d'exclusion ? Comment concilier diversité culturelle et vivre-ensemble ?
- 4. Lutter contre les préjugés et amalgames :** Quelles actions devons-nous mener pour déconstruire les préjugés, lutter contre les amalgames, démonter les « faits alternatifs » et sanctionner les dérives racistes et xénophobes ? Comment construire ensemble une vision positive des migrations et de l'interculturalité ?

Le dossier de campagne du CNCD-11.11.11 et le manifeste pour une autre politique migratoire du CIRÉ sont des documents de base permettant de donner des pistes pour aller vers la justice migratoire.

Démarrer dès aujourd'hui, du local au global

Poser les balises de la justice migratoire, c'est aussi nous engager chacun et chacune à notre niveau :

- Individuellement, en allant à la rencontre des personnes migrantes, en mettant nos ressources, compétences et moyens à disposition des migrants, en dénonçant les politiques qui entrent en contradiction avec les droits fondamentaux et la dignité humaine.
- Collectivement, en agissant pour le changement social et en luttant contre toutes les formes d'inégalités et d'injustices.
- Localement, en poussant nos autorités locales à se déclarer « communes hospitalières » et à mener des politiques d'accueil vis-à-vis de tous les migrants, en particulier les demandeurs d'asile et les personnes sans papiers.